

LE SERMENT

BUCHENWALD-DORA



N° Spécial 136

Juillet 1980

Le ministre de la production industrielle, notre camarade Marcel PAUL, en visite dans la Sarre pour accélérer la livraison due au titre des réparations allemandes.

C'était aux lendemains de la sortie du bagne de Buchenwald. C'était au moment où nous pensions que le Serment de Buchenwald, « La construction d'un monde nouveau dans la paix et la liberté », était en cours de réalisation.

L'étonnant destin d'un homme exceptionnel :

de l'Assistance publique

au

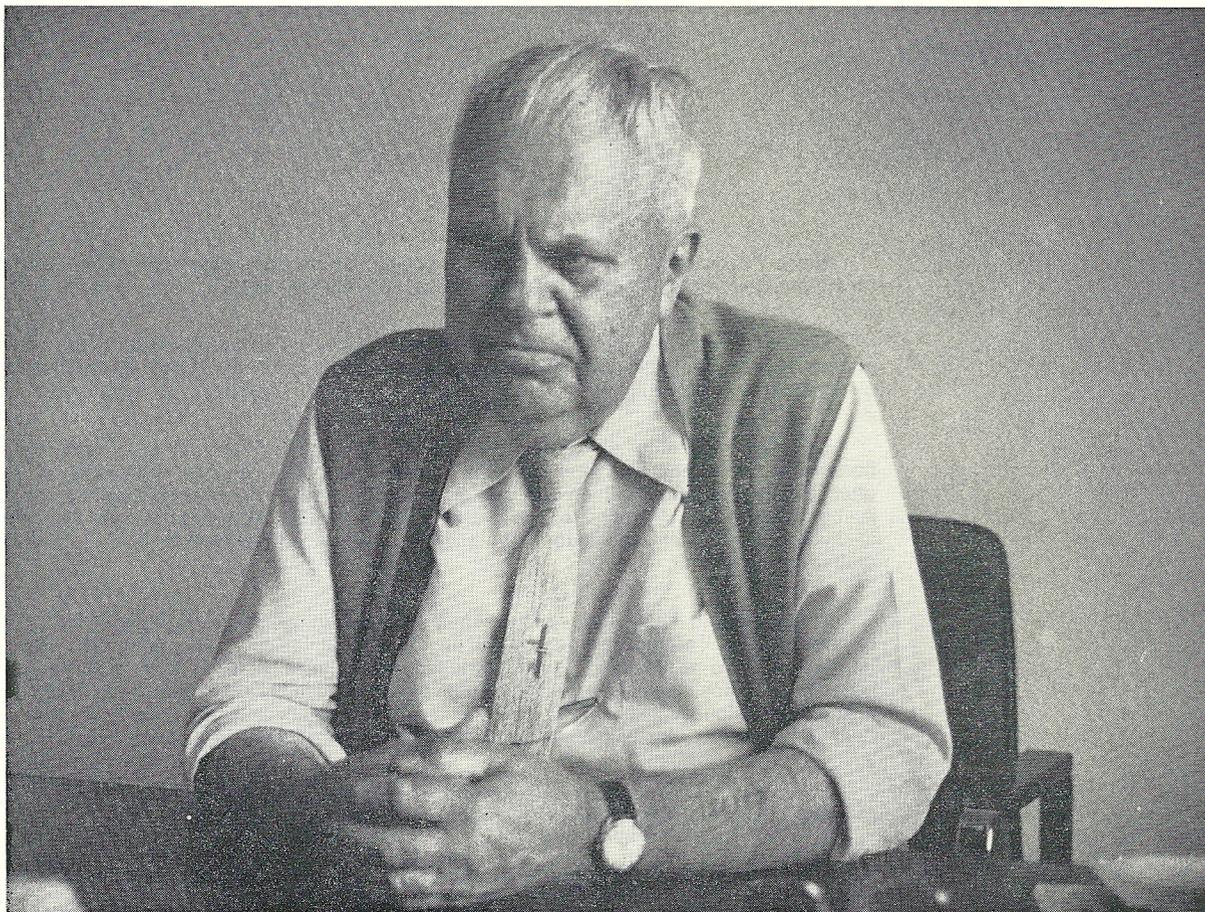
Ministère de la Production Industrielle

en passant par le

camp de concentration nazi

de Buchenwald

Marcel PAUL



LE CHANT

(à Marcel PAUL)

J'écoute dans mon chant la lumière qui chante,
La plus belle chanson qu'on ait jamais chantée,
Dans ce chant qui m'enchanté et lui-même s'enchanté,
De s'entendre chanter en étant enchanté.

Je respire la rose en ce chant et la rose
Plus rose d'être rose en ce cercle enchanté
S'enchanté d'être un chant parmi de simples choses
Enchantées d'être ensemble un chant de liberté.

Jour de la libération,
Buchenwald, 11 avril 1945.
André VERDET (KLB 52627).

Introduction

Notre Association a voulu rendre, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, un hommage mérité à son président fondateur : Marcel PAUL.

Elle a pensé qu'elle ne pouvait mieux faire qu'en reproduisant les principales phases de la vie d'un homme qui demeure, pour ceux qui l'ont approché dans des circonstances particulières, souvent graves, parfois tragiques, un exemple.

Il n'est pas facile de parler de Marcel PAUL. Quel est l'aspect essentiel de cet homme qui a connu les plus grandes misères, les plus grands malheurs, et aussi les plus grands honneurs ? Il en est peu à avoir été autant calomnié, vilipendé, traîné dans la boue, abreuvé d'injures et des calomnies les plus odieuses. Il en est peu aussi à avoir suscité et continuer de susciter autant d'admiration, de reconnaissance, d'affection, d'amitié.

Parce que je l'ai connu, bien connu, et surtout en deux situations très différentes et situées aux antipodes de ce qu'un être peut vivre : le camp de Buchenwald, le ministère de la Production Industrielle... Je pense pouvoir ainsi résumer ses traits essentiels : désintéressement, courage, oubli de soi-même, capacités exceptionnelles, grandes possibilités de travail, avec cette chose extraordinaire et toute simple : l'amour de l'homme. Une grande sensibilité, une grande humanité alliées à une grande modestie.

Comment dire tout ce que Marcel a apporté aux déportés à Buchenwald ; aux Français, bien sûr, mais aussi à ceux de toutes les nationalités ?

C'est lui qui s'éleva contre la théorie qui voulait que les ouvriers métallurgistes déclarent, lors de leur arrivée au camp, leur spécialité, afin qu'ainsi ils évitent les transports les plus durs, le sabotage compensant, paraît-il, la part qu'ils étaient amenés de par leur qualification à apporter au fonctionnement de la machine de guerre hitlérienne : désormais les patriotes français se déclareraient « manœuvres ».

C'est lui qui œuvra au sein du Comité international pour que l'organisation militaire (illégal) ne soit pas réservée à quelques groupes minoritaires (sous le prétexte de sécurité) mais ouverte à tous les patriotes déportés dûment contrôlés.

C'est lui qui fit condamner la discipline de la trique, à laquelle étaient habitués certains chefs de block, et obtint la mutation de ceux d'entre eux que dix ou douze ans de très dure détention avaient déshumanisés, amenés aux confins de la folie.

C'est lui qui fit triompher la thèse : il faut sauver le plus grand nombre possible de déportés français, mais il faut s'attacher à ce qu'ils demeurent des hommes, des patriotes, à ce qu'ils évitent la déchéance morale recherchée par les SS. Pour cela, développer la solidarité, le sabotage, condamner la débrouillardise individuelle, le système « D », en appeler à leur dignité de patriote, de français.

C'est lui qui obtint que soit tourné l'ukase SS interdisant la distribution des colis de la Croix rouge française aux déportés français, afin que nos compatriotes en profitent au même titre que l'ensemble des prisonniers.

C'est lui, encore lui, qui obtint que des Français soient utilisés en plus grand nombre au « Revier » (médecins et infirmiers), affectés dans le corps des « Lagerschutz » et des « Stubendist » ; que soient créés des blocks français ; que les Français ne soient pas, automatiquement affectés aux plus mauvais transports.

Toutes ces mesures étant appliquées à tous les patriotes français quelles que soient leurs convictions, leur appartenance politique, leur organisation de résistance et cela aussi sans distinction du milieu social duquel ils étaient issus.

J'ai eu le rare bonheur, à Buchenwald, pour les nécessités de notre « travail »

illégal, de très souvent rencontrer Marcel. J'ai toujours apprécié sa sûreté de jugement, la rapidité avec laquelle il prenait décisions et responsabilités, son mépris personnel du danger, mais aussi son souci de préserver le collectif français du massacre auquel toute mesure irréfléchie l'aurait condamné.

Et puis j'ai connu le ministre. Celui qui avait une tâche écrasante : la Production industrielle dans une France ruinée par la guerre et l'occupation. Certains pensaient que l'ancien commis de ferme — niveau d'instruction, certificat d'études — se « casserait les reins ». Que lui et son entourage ne pourraient résister ni aux pressions, ni aux menaces, ni aux tentations.

Cet industriel venu — pour obtenir je ne sais quelle faveur — avec un sac plein de billets de banque grand format (oh ! pas pour le ministre, mais pour ses « œuvres sociales » (!)) doit encore se souvenir de la réception que lui réserva Marcel PAUL et de la promptre retraite stratégique à laquelle il dut de ne pas coucher le jour même au « Dépôt ».

Mais il ne s'agissait là que d'un incident. Plus graves furent les pressions et les manœuvres politiques pour empêcher la nationalisation de l'électricité et du gaz. Et lorsque, quand même, la loi sur la nationalisation fut votée, les manœuvres s'amplifièrent pour en empêcher l'application. Marcel PAUL fut alors l'objet des attaques et des calomnies les plus infamantes concernant son attitude à Buchenwald.

Les misérables espéraient le déconsidérer dans l'opinion publique, l'obliger à démissionner de son poste ministériel.

Mais ils étaient en face d'un militant ouvrier, sûr de son bon droit, de la grande œuvre qu'il bâtissait, d'un homme aussi entouré et soutenu par l'amitié de tous ceux qui notamment à Buchenwald l'avaient connu, apprécié, vu à l'œuvre.

Beaucoup d'anciens déportés qui ne partageaient pas la philosophie de Marcel vinrent spontanément témoigner. Le « LIVRE BLANC » sur Buchenwald reproduit quelques-unes des multiples attestations des rescapés clamant leur indignation devant les attaques dont Marcel PAUL était l'objet, affirmant tout ce qu'il avait fait en déportation pour sauver les Français, tout ce dont tant d'anciens déportés lui étaient redevables.

Ajoutons que le ministre était demeuré l'homme simple qui, malgré un travail surhumain, recevait très souvent ses anciens camarades de déportation et des organisations ouvrières. Sa table n'était pas richement servie ; mais très souvent elle était très entourée de nombreux visiteurs aux origines les plus modestes.

Je veux ajouter que Marcel qui n'a jamais rien demandé pour lui est capable de remuer ciel et terre pour tous ceux qui frappent à sa porte, s'adressant à son cœur, pour mille et une chose diverses.

Que l'on ne voit pas, dans les lignes qui précèdent, comme dans les chapitres qui suivent, le désir de sacrifier au « culte de la personnalité ».

L'affection, qu'avec tant de camarades de Buchenwald, je porte à Marcel, ne saurait m'empêcher d'émettre à son égard un jugement que je pense être objectif.

Seulement il est des êtres d'une autre taille que le commun des mortels, tant par leur capacité de travail, leur intelligence et aussi leur fidélité à un idéal qui dans le cas présent est fait d'amour de l'homme, d'amour de la liberté, de la paix.

Retracer toute la vie de Marcel PAUL était difficile pour ne pas dire impossible.

Heureusement, nous avons à notre disposition des textes de Roger ARNOULD et Pierre MEUNIER, les livres de Pierre DURAND et René GAUDY dans lesquels nous avons largement puisé et dont nous ne saurions trop remercier leurs auteurs pour leur concours.

C'est ainsi que nous présentons :

Un essai de Roger ARNOULD sur l'enfance de Marcel PAUL ;

Un résumé fort succinct de son entrée dans la vie professionnelle et militante.

Un court rappel des activités de notre camarade durant l'occupation, d'après des notes rédigées pour un ouvrage sur la résistance.

Son action à Buchenwald d'après le livre de Pierre DURAND « Les Français à Buchenwald et à Dora ».

(suite page 4)

La bataille du ministre de la Production Industrielle pour la nationalisation des compagnies et sociétés électriques et gazières (d'après le livre de René GAUDY, « Et la lumière fut nationalisée »).

Quelques extraits du « Livre BLANC » portant témoignage du comportement de Marcel en déportation.

Enfin, des extraits de l'allocution de Pierre MEUNIER, secrétaire du Conseil national de la Résistance, remettant à notre ami la croix de Chevalier de la Légion d'honneur à Lyon, le 28 octobre 1979. Allocution remarquable en ce qu'elle englobe les principales pages de la vie de Marcel.

Notre plaquette certes comporte des insuffisances.

Cependant si elle peut donner une idée de ce que fut la vie toute de travail et de dévouement de Marcel.

Si elle peut montrer tout ce que lui doivent les déportés de Buchenwald, tout ce que lui doit la France.

Si elle peut montrer aussi ce que peut faire un homme à force de travail et de désintéressement, nous aurons alors payé à Marcel une faible, une très faible partie de la dette qu'à son encontre nous avons contractée.

J. LLOUBES.

P.S. — Marcel PAUL se refuse à admettre qu'il ait pu jouer, notamment à Buchenwald un rôle exceptionnel. Il affirme volontiers que ce qu'il a accompli, ce sont les patriotes qui étaient avec lui qui en sont responsables, que tous ils doivent partager les mérites qu'on lui prête. Nous serons d'accord pour admettre qu'il n'aurait pu, seul, isolé, accomplir ce qu'il a réalisé. Mais nul ne peut nier que dans la vie si difficile de ce bagne, il ait été l'entraîneur qui a su éviter les erreurs et les faiblesses, qui a su unir pour la défense de leur dignité des hommes a priori si dissemblables.

Premières années

I. — L'ENTREE DANS LA VIE

Aux premières lueurs de l'aube de ce 14 juillet, jour de la fête nationale en cette année 1900, des agents de police effectuant une ronde aux abords de la place Denfert-Rochereau, à Paris, découvrent sur un banc un enfant abandonné. A l'Assistance publique où il est amené on estime que le nouveau-né a deux jours. De sorte il fut inscrit sur les registres de l'état civil de la mairie du XIV^e arrondissement comme étant : Paul Marcel, né le 12 juillet 1900, enfant de sexe masculin de père et de mère inconnus.

Précisons, certains faisant parfois la confusion, que le patronyme attribué est Paul et le prénom Marcel, non l'inverse. Ainsi entra dans le monde et le siècle naissant un garçon qui y tiendra une place de choix, peu commune, mais non une place de privilégié. Privilégié ! Son début dans la vie ne l'y prédisposait guère, son cours ultérieur pas davantage.

Il ne sera pas non plus un paria, ni une épave ou un aigri, dans ce monde si injuste envers les déshérités, mais deviendra — et surtout saura devenir à force de volonté, l'une de ses qualités dominantes — un homme véritable, un citoyen et un révolutionnaire conséquent, avec un sens élevé de l'engagement et des responsabilités. Au lendemain de la guerre, le résistant à peine revenu de Buchenwald, sera ministre dans le gouvernement du général de Gaulle, dans la France meurtrie qu'il fallait faire renaître. Ce n'est là que l'un de ses titres et mérites, parmi beaucoup d'autres.

Cependant, au long de sa rude existence de lutteur infatigable, assez peu perceptible à qui voit désormais en lui le

militant chevronné et sa solide réputation, Marcel portera une attention émouvante, secrète et douloureuse aussi, au problème de ses origines, de sa naissance. Il a longuement cherché, poursuivi des démarches, discrètement, pour essayer de savoir qui pouvaient être ses parents, au moins sa mère. Il aurait voulu connaître le drame de sa maman. Il s'en est ouvert parfois. Mais Marcel est un être trop secret, particulièrement sur un sujet tellement personnel, pour que l'on puisse percevoir exactement ce qu'il a pu découvrir ou supputer dans sa quête légitime de vérité.

Mais ce qu'il faut retenir de ce déchirement, auquel s'ajoutent ceux de son enfance et de son adolescence, c'est qu'ainsi a grandi et s'est fortifiée en lui une extrême sensibilité à tous les problèmes humains et sociaux. Il allait en rencontrer beaucoup au cours de sa vie de militant et de tous ordres, jamais ils ne lui échappent. Ils font en quelque sorte partie de lui-même. Il se sent irrésistiblement et en permanence solidaire de ceux qui souffrent et qui peinent, prêt à intervenir à tous moments et activement, efficacement, pour leur venir en aide, quitte à remuer ciel et terre s'il le faut. Non point par esprit de charité condescendante, un tel sentiment lui est totalement étranger, mais par une inébranlable et généreuse volonté de vaincre ce qui cause les misères humaines. C'est aux causes qu'il s'en prend. Ainsi se dessinent les premiers traits de sa personnalité. Il dira plus tard :

« Au fond, ce qui compte, c'est donner un sens à sa vie. L'antidote à la solitude consiste à se tourner vers les autres ».

II. — L'ENFANCE

Sur son enfance l'on pourrait écrire des pages et des pages, Marcel se montrant très loquace sur ce sujet chaque fois qu'il en a l'occasion. Il apparaît alors comme un incomparable narrateur, non point tant pour se raconter mais pour témoigner de l'enfance affligeante des pupilles de l'Assistance publique, ainsi que de la vie des paysans sarthois au début du siècle chez lesquels il fut placé. Ces paysans, pour désigner les enfants assistés utilisaient un qualificatif : « les pitaux », terme patoisant et plutôt méprisant pour dire « enfants de l'hospice ou de l'hôpital ». Souvent l'expression revient dans les récits de Marcel, non pas d'une façon rancunière ou acrimonieuse à l'encontre des gens simples de la Sarthe qu'il a côtoyés, mais bien pour montrer l'implacable réalité de cette misère, tant au plan psychosociologique que matériel ou économique.

Malheureusement, si beaucoup de ses amis ont écouté Marcel avec une vive attention, peu ont enregistré ou noté les innombrables détails et péripéties de cette enfance pénible et douloureuse ; lui-même n'en a guère témoigné qu'oralement. Pas facile à reconstituer. On trouve toutefois quelques écrits, souvent des articles de presse hélas très éparés et étalés sur de nombreuses années, qui traduisent valablement ce que fut l'enfance de Marcel Paul, au moins dans ses grandes lignes.

Voici quelques extraits, significatifs, de l'un de ces articles. Il émane d'un journaliste de « L'Humanité » (21 novembre 67) qui avait rendu visite à Marcel au siège de la F.N.D.I.R.P. Etait évoquée dans la conversation la confession d'André Malraux intitulée « Je déteste mon enfance ». Sans doute, indique le rédacteur de « L'Huma », les premières années de l'écrivain furent-elles marquées de drames... mais comparées à celles

d'un pupille de l'Assistance publique, elles demeurent privilégiées. Et il interroge Marcel qui lui répond :

« Non, je ne déteste pas mon enfance. Pourtant elle fut très rude... Mis en nourrice chez des paysans très pauvres dans la Sarthe. Un ménage d'ouvriers agricoles. Dès quatre heures du matin, l'homme et la femme partaient aux champs. Une vieille mémé gardait les cinq nourrissons de l'A.P... Ces gens gagnaient très peu, avec les bébés, chaque trimestre, c'était un peu d'argent liquide à la maison. Mais nous restions complètement livrés à nous-mêmes, de l'aube au coucher du soleil, au retour de la femme. On m'a raconté, qu'un jour, je m'étais tellement débattu que mes fesses étaient restées coincées entre les planches qui formaient le sommier de mon petit lit. Nous n'avions aucun soin. A tel point que le maire s'en inquiéta et nous fit enlever par le directeur de l'agence. A trois ans et demi j'avais le corps couvert de croûtes et de saleté. La bride de mon petit bonnet s'était incrustée autour de mon cou. Le fil du fameux collier d'os qui retenait la médaille d'identité, pourri, était brisé, il fallut requérir les gendarmes pour en sceller un autre... A l'époque je ne connaissais d'autre nourriture que le fromage blanc et les pommes de terre, je n'aimais rien d'autre.

« Ma seconde nourrice, poursuit Marcel, fut une brave femme déjà veuve, qui, elle aussi, élevait des « pitaux » mais les traitait beaucoup mieux. Les gamins du pays nous menaient la vie dure en cette période de chauvinisme florissant. Ils criaient par les chemins : « Les pitaux, leur mère est une putain et leur père un Prussien ». Nous nous bagarriions, et je finis par me replier sur moi-même. Je travaillais chez ma

mère. J'ai conservé d'elle un respect mêlé d'amour. Je ne me rends pas dans la Sarthe sans visiter sa tombe.

« Mon meilleur souvenir demeure l'école. J'en garde une vision merveilleuse. Je dois ma formation à un homme admirable, l'instituteur laïque qui prêtait une grande attention aux « pitaux ». Pendant les récréations, il arrivait que sa femme m'appelât pour me donner des cours. J'obtins mon certificat vers onze ans ».

Interrompons ici la citation pour relater, aussi fidèlement que possible, l'épisode de la journée du certificat d'études raconté oralement par Marcel. Cet examen se passait au chef-lieu de canton très éloigné du village où il habitait. 20 kilomètres peut-être ? Il fallait s'y rendre. Un fermier voisin ayant son fils qui passait également le certificat consentit à amener dans sa carriole le « pitau ». Mais le soir, au vu des résultats, il apparut que le fils de ce fermier était recalé tandis que le « pitau » était reçu. Par rancœur, le paysan rentra avec sa

III. — L'ADOLESCENCE

Son enfance annonce déjà ce qu'allait être l'étape suivante. Référons-nous encore aux notes du rédacteur de « L'Humanité » cité plus haut. Marcel lui relate :

« ... A treize ans, ce fut la dernière classe avant la Saint-Jean. Le 24 juin on louait les petits valets. Les pupilles étaient automatiquement versés dans l'agriculture qui demandait de la main-d'œuvre... J'avais fait acte de candidature à l'école d'Alembert, sans succès : la terre manquait de bras. A la Saint-Jean 1913 je fus loué un an pour 135 F. Pour travailler comme un homme, avec les hommes, de 3 heures du matin à 10 heures de la nuit. L'année suivante, il ne s'agissait plus de suivre les hommes, il fallut les remplacer. Je gagnais alors 200 F l'an à labourer, à engranger, à moissonner... ».

En effet, 1914 : c'était la guerre. Avant d'en venir à ce chapitre, crucial pour son avenir, essayons de rapporter, le plus fidèlement, un incident que Marcel a maintes fois raconté, qui dénote déjà comment, dans la condition du valet, pointait le militant ouvrier ; d'autres diraient « le meneur ».

Il travaillait alors, avec quatre autres valets, dans une exploitation agricole de moyenne importance. Les repas, plutôt maigres et toujours pareils, se prenaient à la table du maître des lieux qui y présidait. La fermière apportait une omelette aux pommes de terre, le plat unique, qu'elle présentait d'abord à son époux. Celui-ci s'en emparait, coupait l'omelette en deux parts égales et versait une moitié dans son assiette. Il passait ensuite le plat à ses valets, astreints à se partager l'autre moitié. Cinq trop petites portions pour des garçons jeunes, qui travaillaient dur, nantis d'un appétit qui réclamait davantage. Aussi, ces derniers supportaient-ils mal ce comportement révoltant du patron de la ferme. Ils en éprouvaient une sourde colère. Ils en discutaient le soir, dans le fournil, avant de se coucher. Et le scénario se répétait tous les jours. Au point que, plus que la privation elle-même déjà insupportable, ils souffraient de se laisser ainsi bafouer sans protester. Ils décidèrent de faire quelque chose, faire preuve d'audace, dans la dignité, au moins pour marquer le coup.

Marcel eut une idée qu'il proposa aux autres valets. Ils acquiescèrent. Il s'agissait pour eux, au prochain repas, de laisser la place auprès du maître à Marcel et de le soutenir. Ce qui fut dit, fut fait. Le lendemain, comme d'habitude, le fermier se servit la moitié de l'omelette dans son assiette et passa le plat au valet le plus rapproché de lui, donc à Marcel. Ce dernier, très posément, versa l'autre moitié dans son assiette et tendit le plat à la fermière, laissant entendre par là qu'il fallait le remplir à nouveau pour les autres. Et ceux-ci, d'un mouvement de tête significatif, d'approuver à l'unisson. La scène se déroula sans qu'un seul mot fut prononcé.

Fichtre ! La maison se serait-elle écroulée sur la tête de son propriétaire qu'il n'en aurait pas été plus saisi de stupeur.

carriole en amenant son gamin, laissant l'autre sur place. Marcel dut rentrer à pieds, il arriva bien tard et fourbu à la maison pour annoncer son succès à sa mère inquiète de son retard.

Ainsi Marcel résume-t-il sa propre enfance. On le voit, rien n'y manque, du moins rien d'essentiel. Il en a, depuis tiré les enseignements. Les voici :

« Il faut susciter chez les enfants sans famille le désir de combattre, de se défendre, d'attaquer si nécessaire. La vie de tout homme demeure une grande lutte où se révèle la valeur du combattant, où se forment les âmes des forts. Ces gosses que nous appelons « nos petits frères », l'apprendront à leur tour, mais nous devons leur montrer que nous œuvrons utilement pour qu'ils aient toujours leurs chances... et n'aient pas à maudire leur jeunesse en attendant l'avènement d'un monde à l'endroit où tous les enfants grandiront auprès de leurs parents... ».

Et, comme bien l'on pense, ça a fait du pétard !...

Quelles conséquences eut cette affaire ? Nous n'avons point souvenir que Marcel l'ait racontée ; au moins voyons-nous comment mûrit la graine de syndicaliste et de révolutionnaire. Ainsi concevait-il déjà : « le désir de combattre, de se défendre, d'attaquer, si nécessaire ».

Mais c'est la guerre. Début août 1914, Marcel voit d'abord partir les trains fleuris des mobilisés. Il se rendait alors à la gare du Mans pour les réquisitions. Un mois plus tard, il voyait revenir du front les convois sanglants des blessés. C'était des soldats du 117^e R.I., régiment sarthois, décimé en Belgique dès le mois d'août 1914. Il dira : « J'en ressentis un choc brutal ».

En 1915, il découvre par hasard l'existence d'un groupe local des Jeunesses socialistes. Par un tract qui lui était tombé dans les mains en livrant, avec le fermier chez lequel il travaillait, des pommes à cidre en gare du Mans. Ce tract dénonçait la stupidité de la tuerie. C'est ainsi qu'il se décida à adhérer à cette Jeunesse socialiste alors unifiée. Il relate :

« Le secrétaire du groupe était un fils de cheminot de la gare de triage du Mans ; il habitait avec ses parents dans le quartier de Pontlieue sur la route d'Arnage. Mon adhésion à la Jeunesse socialiste avait été clandestine car le directeur local de l'Assistance publique, qui était mon tuteur légal, ne l'aurait pas admise, il en aurait été informé par mes patrons qui, pourtant, étaient de braves gens.

« Mon éducation politique était évidemment nulle mais dans la vie, sans parents, je n'étais pas trop heureux et, surtout, j'étais indigné que la guerre entre nations soit possible. A ce sujet et entre autres choses, j'ai un souvenir très précis de deux souscriptions, elles aussi presque clandestines, pour l'envoi des délégués français à des conférences internationales contre la guerre, à Zimmerwald d'abord, à Kiental ensuite, c'était en 1915 et en 1916. J'avais participé à ces collectages évidemment au-delà de mes moyens. J'avais versé 5 francs du moment et, comme aide de culture, je gagnais 135 de ces francs pour l'année, nourri, couché et blanchi, c'est vrai. Néanmoins, je n'étais pas riche et 5 francs ça comptait. Ceci pour dire que, encore enfant, j'étais de tout mon être contre la guerre dont j'avais sous les yeux les terribles conséquences. Ce n'était encore que des sentiments ».

Voilà donc comment, en pleine guerre, Marcel Paul fit ses premiers pas dans la vie militante. Cependant, en 1917, comme à beaucoup de pupilles, l'Assistance publique lui faisait signer un engagement dans la Marine nationale. Il quittait la Sarthe, la condition d'ouvrier agricole, pour entrer dans une nouvelle période qui allait, plus encore, décider de l'engagement définitif de sa vie.

Roger ARNOULD.

Entrée dans la vie professionnelle et militante

Le « Pitau » Marcel PAUL relevant de la tutelle de l'Assistance Publique et des mesures prises en son nom par son tuteur, reste dans la Marine jusqu'à 22 ans, d'où il sort avec un brevet de mécanicien-électricien des écoles de Lorient et de Toulon.

Il a dès juin-juillet 1919 connu et participé à la révolte des équipages de Brest qui s'étaient rendus maîtres de la ville pendant une huitaine de jours.

Il fait dès cette époque « ses classes » de futur militant syndicaliste et politique. Avec quelle passion il parle des grandes grèves des cheminots de 1920, de celle des électriciens de la Centrale de Saint-Nazaire où les marins envoyés comme briseurs de grève pour remettre en route la Centrale, l'ont en réalité immobilisée pendant une quinzaine de jours.

Et puis, enfin arrive le moment où le « Pitau » anonyme cesse d'être un numéro matricule pour devenir un être humain avec sa propre personnalité. Il peut voler de ses propres ailes et il entre d'emblée dans la vie militante, déjà riche des expériences acquises de par les conditions dures qu'il a connues depuis sa naissance, de par l'horreur et la haine de la guerre que lui ont inspiré les trains de blessés arrivant au Mans et qui l'avaient déterminé à adhérer dès l'âge de 15 ans aux jeunesses socialistes.

Ne trouvant pas de travail dans la région parisienne il part s'embaucher

dans les régions libérées, mais c'est la grève. Responsable du Comité de grève de Saint-Quentin il est aussitôt licencié. Revenant sur Paris, il est embauché du 30 mai au 18 septembre 1922, à la Société des Transports en Commun de la région parisienne, comme monteur-électricien.

Puis, du 19 septembre 1922 au 28 avril 1923, toujours comme monteur-électricien, à la Compagnie pour la Fabrication des Compteurs et Matériel d'usines à gaz à Montrouge.

Fin avril 1923, il arrive à la Centrale électrique de la Compagnie Parisienne de Distribution de Saint-Ouen et... fait le 1^{er} Mai (1). Le 2 mai, il ne juge pas utile de se présenter au travail, convaincu de son licenciement. Mais il est rappelé par le contre-maître... ils avaient besoin d'électriciens. Il est peu après muté aux Services de la Distribution à la section Etienne-Marcel. Section à laquelle il reste attaché à la cellule qu'il avait formée dès son arrivée avec quelques camarades, toute sa vie. Cela fait 57 ans !

Les débuts dans l'industrie électrique et gazière étaient prometteurs, la suite a été loin d'être décevante.

Ayant fait son adhésion au Parti Communiste en 1923, dans le même temps marchait de pair son activité politique. D'abord, secrétaire du sous-rayon de son Parti des 1^{er}, 2^e arrondissements de Paris. Puis secrétaire du premier rayon comportant les 1^{er}, 2^e, 10^e, 19^e arrondissements auxquels

s'ajoutaient Saint-Denis, Pierrefitte et Villetaneuse.

Egalement secrétaire adjoint du Syndicat et secrétaire adjoint de la Fédération de l'Eclairage et des Forces Motrices (CGTU).

En 1920, il devient permanent du syndicat et en 1931, secrétaire général de la Fédération de l'Eclairage. Ce sont alors les faces à faces homériques entre le jeune militant et les vieux durs à cuire, les patrons de l'Industrie Electrique et du Gaz des Groupes MERCIER et EMPAIN (ce dernier étant le père du fils actuel).

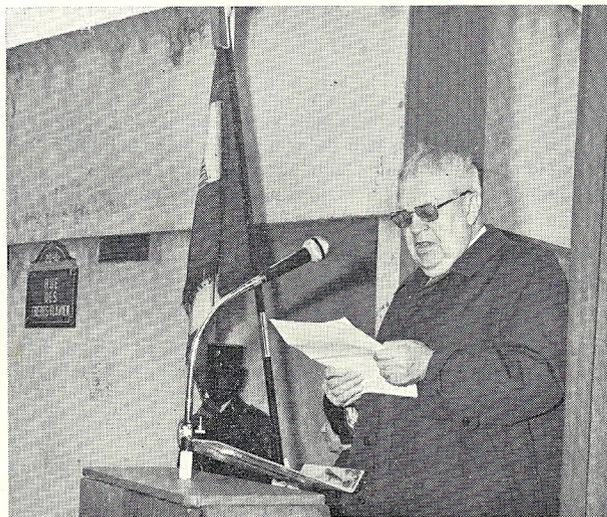
Parallèlement, en 1930, le voici en même temps conseiller municipal du 14^e arrondissement de Paris, son lieu de naissance. Nouvelles batailles cette fois au sein du Conseil municipal réactionnaire de Paris.

Il faudrait des pages et des pages pour retracer la conduite de ces luttes dures, très dures, aucun droit n'existait, si ce n'est celui de se faire matraquer par les tueurs à gage de l'époque. Pour mémoire seulement le rassemblement de 30.000 personnes devant les grilles de l'Hôtel de Ville. Et la lutte durant l'hiver particulièrement pluvieux de 1934-1935, pour obtenir la première convention collective pour le Personnel des SITA, 400 camions SITA embourbés dans le terrain d'Issy-les-Moulineaux après une savante manœuvre connue seulement des quelques militants syndicaux, responsables de cette opération ! Mais le but fut atteint, la convention obtenue et signée.

L'activité de Marcel PAUL le conduit aussi à participer aux grèves du Textile à Vienne, à Roubaix, à Halluin durant les années de 1932-1933.

A Marseille, là les choses se corsent. Secrétaire de l'Intersyndicale des Services publics, il assure en 1932, une réunion syndicale des hospitaliers à l'Hôtel Dieu de Marseille. A la sortie, les nervis à la solde du patronat « la bande à Sabiani » l'attendent et le laissent pour mort, en plein midi, sur la place de l'Hôtel-Dieu de Marseille avec une double fracture du crâne. Une infirmière Edmée DIJOURD, elle, est tuée en voulant le protéger. Une rue de Marseille porte le nom de cette jeune fille héroïque.

Et enfin arrive 1939, jugé comme élément « dangereux » pour la Marine Nationale dans laquelle il est mobilisé, il est transféré sous bonne escorte et... en tenue de marin à l'armée Coralp en



Lors de l'inauguration de la rue des Frères-Flavien, à Paris (dont l'un mourut à Buchenwald), Marcel PAUL prononce le discours où il exalte les vertus et les sacrifices de la Jeunesse française.

L'occupation, la résistance

Fin juin 1940, étant mobilisé Marcel PAUL a assisté à l'effondrement du front. Il a refusé de se laisser faire prisonnier, s'évade regagne Paris puis repart vers l'Ouest afin de retrouver le contact avec son parti (le Parti communiste) dont il ne doute pas qu'il soit déjà engagé dans l'action directe contre l'occupant. (Nous sommes fin juin 1940 !)

A Nantes, il retrouve des camarades met au point la direction régionale du parti, « l'organisation de la Résistance ». Très vite un tract à 2.000 exemplaires (début juillet 1940) attaque Pétain et Laval, combat la désespérance, affirme « les hitlériens seront finalement vaincus ».

Puis les contacts s'étendent, l'organisation diffuse des tracts dans les usines de la région nantaise et les villages environnants, reproduit l'appel de Jacques DUCLOS et Maurice THOREZ, distribué également à Rennes, Brest, Vannes.

Investi de la responsabilité du parti dans dix départements (Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord, Maine-et-Loire, Mayenne, Deux-Sèvres, Vendée et Sarthe). Marcel PAUL précise le seul mandat qu'il recevait : organiser et réaliser l'action contre l'occupant.

Dès la fin juillet, Marcel PAUL va se préoccuper de rassembler les armes abandonnées par l'armée française en déroute. Récupération et transbordement se font avec les moyens de l'époque : vélos, charrette à bras, malgré la surveillance de la police « française » et de l'occupant. D'où des situations périlleuses dont cependant, avec un peu de chance, on se tire. De nombreux dépôts sont constitués qui ne resteront pas inemployés puisque dès l'hiver 1940-41, les actions militaires allaient commencer.

Les actions directes contre l'ennemi s'intensifient : lignes téléphoniques cisailées, pylones électriques sciés ou abattus. Cependant que le sabotage dans les usines travaillant pour l'Allemagne se développe et que sur les chantiers construisant le mur de l'Atlan-

Frédéric Henri MANHES et Marcel PAUL qui à Buchenwald, furent les rassembleurs de la résistance française.



tique, les militants entre autres actions truquent les dosages de ciment, rendent les grues inutilisables.

De multiples actions sont préconisées et effectuées dans les usines par les groupes d'entreprise formés par les membres du parti ou les militants syndicaux avec cet objectif : agir contre l'ennemi, contre la production dans les usines en ce qu'elle peut servir cet ennemi.

La gestapo commence à s'émouvoir de la multiplication de ces actions et redouble de vigilance.

La résistance se développe dans les différentes villes des départements dont Marcel assume la responsabilité. Plusieurs des camarades avec lesquels notre ami était en relation périront dans les premiers mois des combats contre l'occupant.

Dès août 1940, les cheminots prennent une place importante dans la résistance : blocage d'aiguilles, sabotages de signalisations et tant d'autres moyens de causer beaucoup de mal à l'ennemi.

Mais en novembre 1940, le Parti communiste rappelle Marcel à Paris : mesure de sécurité pour empêcher que des indiscretions ne permettent l'arres-

tation d'un militant « interrégional » maintenant beaucoup connu dans les départements où il milite, mais aussi désir de l'utiliser au mieux de ses compétences à un poste plus responsable.

Marcel va s'attacher à développer la branche politique en direction de l'opinion publique pour le combat général, la branche dite d'action directe (l'organisation spéciale - OS - embryon des FTPF) contre l'ennemi.

En même temps, il s'agit de développer les comités populaires, organisation large, unitaire, de la classe ouvrière, et aussi de former le Front national, pour unir le pays dans la lutte patriotique.

Ancien secrétaire des syndicats des services publics de la région parisienne, Marcel connaissait beaucoup de militants et put donc prendre ou renouer des contacts utiles pour la constitution ou le renforcement des comités populaires. Notre camarade s'attacha à développer les actions des égoûtiers, puis des cheminots, lesquels sabotent les locomotives qu'ils sont chargés de réparer, détériorent les postes d'aiguillage, détruisent lignes électriques et voies ferrées, etc...

parallèlement s'intensifie l'action des groupes de l'OS dans les usines : Hispano, Hotchkis notamment. Mais la répression sévit : arrestation, fusillades, déportations, c'est le lot payé à la résistance. Ces actes de terreur ne peuvent empêcher que se multiplient les initiatives, dans les lieux les plus divers, pour saboter le matériel roulant de l'ennemi en cours de réparation dans les usines, ou en dépôt. Egalement tout est fait pour freiner la sortie des commandes de guerre dont les usines Sulzer, Jeumont, Nappes, Siemorini, Wilhem, La Lorraine, Gnome et Rhône, Renault, etc, sont largement nanties, ou même rendre inutilisable le matériel fabriqué.

Egalement la récupération des armes continue. Elles sont distribuées entre les différents groupes de l'OS lesquels exécutent les traîtres, protègent les militants lors des manifestations populaires, récupèrent les tickets d'alimentation et de vêtements pour les « clandestins ».

La gestapo, la police « française » effectuent de nombreuses perquisitions, se livrent à de nombreuses arrestations. Mais rien ne peut empêcher que se développe la résistance ; des manifestations de rues sont organisées soit pour exiger un meilleur approvisionnement, soit pour crier la haine de l'occupant. Les militants communistes sont au premier plan de l'action, mais ils ne sont plus seuls ; ils entraînent maintenant de plus en plus de Français patriotes. Les cours martiales allemandes ont beau prononcer de nombreuses condamnations à mort, rien ne peut plus empêcher que se développe l'action patriotique y compris par les attaques de guérillas contre des détachements allemands (exécution par FABIEN, le 23 août 1941, d'un officier ennemi au métro Barbès, à Paris).

Toutes les actions sont coordonnées, organisées par le Parti, ses branches politique et militaire.

Le mérite du Parti communiste avec ses militants à l'égard de Marcel PAUL est et restera d'avoir ainsi, dans les moments les plus difficiles, en 1940 et 1941, ouvert le chemin de l'action organisée sur le sol de la Patrie et redonné l'espérance aux patriotes de toutes opinions, de toutes confessions.

Mais les pertes sont énormes : sur les 27 responsables mis en place,

début 1941, dans les neuf régions parisiennes, lorsque Marcel PAUL lui-même est arrêté (en novembre 1941) on compte : un guillotiné, dix fusillés, neuf déportés, dont cinq ne sont pas revenus.

C'est tout l'état-major régional du Parti ! Et les pertes aux échelons intermédiaires et à la base sont aussi importantes. Ce sont mille militants fin 1940 et début 1941 qui, chaque mois, sont arrêtés ; mille militants qu'il faut remplacer par la promotion de nouveaux cadres, par le recrutement de nouveaux adhérents. Et malgré ces pertes sévères, les vides sont comblés, les effectifs deviennent plus importants.

Parallèlement, le Parti communiste s'acharne à réaliser l'union des hom-

mes fidèles à la cause nationale. Des personnalités importantes sont contactées pour la formation du Front National. Pour sa part, Marcel contacte des policiers de Versailles et les milieux judiciaires. Mais il va être arrêté en novembre 1941 et rend un hommage particulier à ses camarades de combats, arrêtés, souvent torturés et qui jamais ne parleront, ne trahiront ce qu'ils connaissent.

A la prison de la Santé, Marcel reconstitue l'organisation de la résistance : dénoncé, il sera puni de 90 jours de cachot, puis mis au secret. Ce sera ensuite, le camp de Compiègne d'où il tente l'évasion. Puis le départ pour la déportation, Buchenwald, Auschwitz où après un court séjour le convoi dont il fait partie est ramené à Buchenwald.



A Sartrouville, avec le Maire Auguste CHRETIENNE, et le premier Adjoint Pierre BRETON, Marcel PAUL inaugure la rue F.-H.-Manhès.

A Buchenwald (d'après "Les Français à Buchenwald et à Dora" par Pierre DURAND)

C'est avec l'arrivée à Buchenwald des deux convois de mai 1944 (matricules 50000 et 53000) que les conditions matérielles de la Résistance française vont changer. Et cela d'abord parce que ces deux « transports » comportent une forte proportion de militants communistes de haut niveau politique, expérimentés, endurcis par le combat et solidement unis. Parmi eux, Marcel PAUL, dont la figure domine l'histoire des Français à Buchenwald.

Les communistes français déjà organisés dans le camp avant l'arrivée de Marcel, lui offrirent l'honneur — redoutable et périlleux — de prendre la direction de la section communiste française. Ce qu'il accepta tout naturellement.

La lutte idéologique

Dans la préface qu'il a donnée au livre de Pierre DURAND, Marcel PAUL rappelle, en termes mesurés, les discussions qu'il dut mener avec les politiques allemands pour faire accepter les théories sur l'union de tous les résistants que préconisent les communistes français.

« Nous les Français — et les latins en général — écrit Marcel, nous passions pour « légers », incapables de comprendre les conditions du combat dans un camp nazi. Notre stratégie d'union de tous les résistants, notre lutte pour la condamnation de la violence, notre confiance dans l'activité de masse, tout cela était combattu comme mettant en cause la sécurité de la communauté internationale de la Résistance. A ce reproche terrible, nous avons opposé notre volonté de ne pas céder sur les principes. Nous savions, nous, qu'il n'était possible de vaincre que dans l'union, dans la cohésion, dans la coordination, dans l'action de toutes les forces résistantes du camp, quelles qu'elles soient.

« Nous nous sommes battus pour faire accepter nos conceptions. La lutte fut dure, parfois épuisante. Elle l'emporta ».

Un délégué français (Marcel PAUL, N.D.L.R.) fut admis au sein du Comité international clandestin de Buchenwald, un autre au Comité militaire qui allait préparer l'insurrection. En définitive, les confrontations, pour pénibles parfois qu'elles aient été, avaient permis d'aboutir au renforcement et à l'amélioration opérationnelle de la Résistance internationale dans le camp. Nous avons le droit d'être fiers au nom de toute la Résistance Française.

La bataille pour l'unité du collectif français

Des discussions qui eurent lieu au « petit camp » entre le colonel MANHES et Marcel PAUL, jaillit un grand dessein qui fut mené à bien : reconstituer dans les conditions de Buchenwald, une sorte de Conseil national de la Résistance regroupant toutes les familles de la lutte clandestine.

L'affaire était d'autant plus raisonnable que presque toutes les organisations existant en France étaient représentées au camp à un très haut niveau.

Frédéric MANHES qui avait été « contacté » du côté allemand par BUSSE, le Kapo du Revier, qui cherchait à organiser les patriotes français, était en liaison avec PAPAUD, alors représentant du Front national. En mars 1944, un Comité de résistance française » formé par MANHES, FORCINAL, THOMAS et PAPAUD avait été mis en place.

Moins de trois mois plus tard, MANHES comprenant l'enjeu de l'affaire, et Marcel PAUL usant de toute sa force de conviction, c'est un « Comité des intérêts français » (C.I.F.) qui est clandestinement fondé. Son bureau exécutif comprend cinq membres (président F. MANHES, secrétaire Marcel PAUL, membres Eugène THOMAS, Robert DARSONVILLE, Albert FORCINAL, Louis VAUTIER, Maurice JATTEFAUX). Il représente trente-quatre groupes de Résistance d'obédience française dont les responsables vont désormais s'employer à deux tâches primordiales :

— Mettre tout en œuvre pour sauver moralement et physiquement la communauté française, dans le cadre de la solidarité antifasciste internationale.

— Organiser le sabotage de la machine de guerre hitlérienne et préparer l'insurrection libératrice.

A l'ombre des potences et sous les nuées du crématoire !...

La bataille contre les coups

La première bataille qu'engagea la direction clandestine française fut dirigée contre l'habitude qu'avaient encore trop de chefs de Blocks et de Kapos d'imposer la discipline à coups de gourdins. Ce fut un long et périlleux combat. Marcel PAUL faillit y perdre la vie. Le colonel MANHES aussi.

Vers la fin de 1944, les brutes avaient été éliminées pour l'essentiel. Mieux, la direction clandestine française obtint que ses représentants deviennent Stubendienst et même doyens adjoints dans les blocks où elle avait réussi à rassembler une majorité de Français.

La solidarité

Marcel PAUL explique dans la préface du livre de Pierre DURAND :

« Rejetant la débrouillardise individuelle, immorale et au demeurant inefficace, nous ne pouvions nous appuyer que sur la solidarité, le soutien mutuel, l'aide apportée aux plus jeunes, aux vieillards, aux malades, aux désespérés. C'est à partir de

cette volonté, née des profondeurs de la détresse, que s'est créée dans les camps de la mort, dès leur naissance, une chaîne de fraternité qui a constitué non seulement un fondement d'humanité, mais la première forme de l'organisation clandestine. Ce fut vrai pour toutes les nationalités présentes dans les camps. Ce le fut singulièrement pour les Français de Buchenwald.

« Il y a eu dans ce domaine des gestes bouleversants (le mot est insuffisant) : de la soupe collectée cuillère par cuillère dans les gamelles de ceux qui eux-mêmes mourraient de faim et cependant consentaient ce lourd sacrifice pour sauver plus faibles qu'eux ; le vol (« organisieren » dans le langage des camps) au péril de la mort, jusque dans les magasins S.S., de pommes de terre, de légumes, de sucre, de linge... L'ombre de la potence planait... et préalablement celle de la torture.

L'organisation de la solidarité par les déportés français était un aspect de leur activité résistante. Elle a permis de sauver la vie de centaines des nôtres. Elle a mérité à diverses reprises la reconnaissance des communautés étrangères en étendant son activité par-delà les limites nationales ».

La solidarité internationale

Roger ARNOULD se souvient que lorsqu'il était Lager-schutz il fit partie une nuit, d'une équipe chargée d'accompagner Marcel PAUL dans les Blocks de Juifs et de prisonniers



Inauguration par les membres du Comité des Intérêts français de Buchenwald du monument dressé au Père Lachaise à la mémoire des martyrs de nos camps.

A côté de Marcel PAUL, Mme Lucie MANHES à la place de son mari décédé.

de guerre soviétiques, à qui furent remis des provisions prélevées sur les colis français. Outre l'utilité intrinsèque du geste (geste extrêmement risqué, car si les S.S. s'en étaient aperçu c'eût été la catastrophe), il faut se rendre compte de l'effet psychologique et politique qu'il pouvait avoir. Marcel PAUL, en effet, et son audace en a fait trembler plus d'un, n'hésitait pas à expliquer publiquement dans les Blocks qu'il visitait qu'il

y venait en tant que représentant de la Résistance française dans le camp. C'était la sensation. Si l'attitude de maints étrangers à l'égard des Français changea au fil des jours, c'est aussi à des initiatives de ce genre (parfaitement ignorées de la masse des déportés français) qu'on le doit.

Les « Schöning »

Marcel PAUL prend, d'autre part, personnellement en main le problème des « Schöning ». Ce mot allemand signifie en fait « repos ». La direction illégale du camp avait obtenu des S.S. que les détenus très affaiblis ou malades, puissent bénéficier de billets de repos (Schönungszettel) qui leur éviteraient pendant un ou plusieurs jours de travailler dans leurs Kommandos. Au début le médecin S.S. seul avait le droit de délivrer ces bons.

Peu à peu les médecins détenus réussirent à le supplanter. C'était déjà beaucoup et le nombre des « Schönungszettel » distribués augmenta considérablement. Mais le C.I.F. obtint plus encore. Le Kapo du Revier lui délivra des bons en blanc qui furent distribués massivement par l'organisation. Nombreux furent ceux qui en bénéficièrent et eurent la vie sauvée. En même temps, cet absentéisme organisé sur une échelle relativement grande désorganisait la production dans les Kommandos travaillant pour l'industrie de guerre. Rien n'était laissé au hasard.

Refuser les « sélections »

Les S.S. qui, déjà utilisaient les salles 6 et 7 du Revier pour y exécuter des détenus par des moyens « médicaux » essayèrent d'amener les détenus chargés de l'administration interne du camp à « liquider » les typhiques du Block 61 qui avait été transformé en infirmerie annexe. « Il s'agit, disait Schidlousky, d'une question de vie ou de mort pour l'ensemble du camp. Les malades périront de toute façon. En les liquidant, nous empêcherons l'extension de l'épidémie ».

Le Comité international se réunit. Marcel PAUL s'opposa avec passion au projet S.S. Aucun Français, dit-il, ne se rendra complice d'un tel crime. Les représentants des autres nationalités l'approuvèrent. Il fut décidé que l'on opposerait aux S.S. une fin catégorique de non-recevoir. Schidlousky décida alors que les S.S. feraient le « travail » eux-mêmes.

La main-d'œuvre

La décision d'installer des usines d'armement à proximité immédiate des camps de concentration et d'y employer des détenus date de mars 1942.

Buchenwald et Neuengamme devront fonctionner les premiers en tant que fournisseurs de main-d'œuvre pour l'industrie de guerre. Tous les spécialistes et ouvriers qualifiés arrivant dans ces camps, devront être triés et gardés sous la main.

Le 30 avril 1942, le chef de la S.S.-W.V.H.A., le général POHL, ordonne d'appliquer à partir du 1^{er} mai 1942 les directives déjà communiquées à ce sujet. Il y est précisé que les affectations de détenus dans les usines de guerre seront décidées centralement ; que « la durée du travail n'est limitée par aucune frontière » et ne dépend que du commandant du camp. Tous les temps morts « tels que la pause de midi pour le repas » sont interdits. La surveillance des détenus doit être étroite.

Le sabotage de masse

Dès les débuts, l'organisation clandestine décida de saboter la production autant que faire se pourrait. Fidèles à leurs principes d'extrême prudence hérités d'une période qui avait été beaucoup plus rude, les politiques allemands préconisaient l'intervention du minimum de saboteurs, hommes de toute confiance placés à des postes clés. Marcel PAUL et la direction du C.I.F., tenant compte des réalités nouvelles et de l'expérience acquise, entendaient, au contraire, faire du sabotage une œuvre de masse tout en appliquant au maximum les règles de la sécurité.

Le C.I.F. s'efforça d'abord de placer le maximum de Français résistants à la « Gustloff » et à la « Mibau » en en écartant (sur proposition de Marcel PAUL) le plus d'ouvriers qualifiés possible. Grâce aux truquages opérés à « l'Arbeitsstatistik », les électriciens n'allaient pas à la « Mibau » (construction électrique dépendant de la firme Siemens) et les métallos n'entraient pas dans les ateliers de la « Gustloff » où l'on tournait les canons de fusils. Quelques spécialistes de toute confiance, tel Louis VAUTIER, responsable du sabotage pour les Français y étaient en revanche affectés. Grâce à leurs connaissances techniques, ceux qui étaient totalement étrangers au travail qu'on leur imposait apprenaient à faire ce qu'il ne fallait pas faire.

L'armée de l'ombre

Les communistes allemands internés au camp de Buchenwald, après avoir organisé le parti communiste allemand, avaient constitué une organisation militaire. Dès que les détenus politiques étrangers arrivèrent à Buchenwald, les communistes allemands, qui avaient à cette époque la direction administrative du camp, se mirent en relation avec ceux des différentes

nationalités et leur demandèrent de se grouper dans leur section nationale, puis de créer des groupes militaires.

Soucieux d'éviter les indiscretions, les dirigeants allemands spécifiaient que leurs conseils de sécurité devaient être suivis scrupuleusement. Ils affirmaient d'ailleurs qu'ils entendaient rester les seuls responsables de l'organisation militaire internationale tant pour l'organisation pratique des groupes militaires que pour l'élaboration et la mise en application des plans d'action.

En juin 1944, les Français, à l'initiative de Marcel PAUL, décidèrent de réviser les conceptions d'organisation militaire qu'ils jugeaient fausses ; ils entreprirent de faire triompher devant les Allemands la conception que l'organisation militaire devait être une organisation qui tout en étant illégale devait revendiquer un caractère de masse groupant, si possible, le plus grand nombre des détenus politiques et de la Résistance. Ils émirent également l'avis qu'assigner comme but unique à l'organisation militaire un rôle défensif, consistant à s'opposer éventuellement à des mesures d'extermination prises contre les détenus du camp, était une grave erreur, car il apparaissait comme peu réalisable de défendre le camp contre des troupes bien armées (malgré les quelques armes cachées dans les blocks) ; qu'au contraire une attaque brusquée bénéficiant de la surprise, menée par des gens résolus, pouvait réussir.

Ce n'est qu'en juillet 1944 que les thèses défendues avec opiniâtreté par Marcel PAUL (organisation militaire illégale de masse, plan offensif) triomphèrent.

Le 11 avril 1945 prouva combien Marcel PAUL avait eu raison.

Le serment de Buchenwald

Le 19 avril 1945 quelques jours après qu'ils eurent eux-mêmes libéré le camp (faisant plus de deux cents prisonniers S.S.), les rescapés se réunirent sur la place d'appel de Buchenwald. Dans le plus grand silence ils écoutèrent la lecture du Serment qu'avaient rédigé Walter BARTEL et Marcel PAUL et qui se terminait par ces mots :

« NOTRE IDEAL EST LA CONSTRUCTION D'UN MONDE NOUVEAU DANS LA PAIX ET LA LIBERTE. Nous le devons à nos camarades tués et à leurs familles », et d'enthousiasme, d'une seule voix, mais en dix langues différentes, ils jurèrent de tout faire pour l'application de ce Serment.

Marcel PAUL a été ministre de la Production industrielle dans trois gouvernements successifs.

Ministère DE GAULLE : novembre 1945 - janvier 1946.

Ministère Félix GOUIN : janvier 1946 - juin 1946.

Ministère Georges BIDAULT : juin 1946 - décembre 1946.

Treize mois d'un travail acharné, surhumain, pour aboutir à la nationalisation du gaz et de l'électricité.

« Je me suis accroché à la nationalisation comme un chien qui n'a pas mangé depuis huit jours s'accroche à un os. » (Marcel PAUL).

LES PRINCIPALES ETAPES DE LA NATIONALISATION

(d'après le livre de René GAUDY "Et la lumière fut nationalisée")

15 mars 1944

Toutes les organisations de la France combattante, réunies dans le Conseil national de la Résistance (CNR) ont fait leur un programme qui demande « dès la libération du territoire ».

« — l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie (...)

« — le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ».

Ce programme n'a pas été ratifié par de Gaulle, mais les partis qui composent le gouvernement figurent parmi les signataires.

8 octobre 1944

La Fédération de l'Éclairage réunit à Toulouse deux cents délégués qui se félicitent de la reconstitution de l'unité

syndicale et réclament la participation à la gestion des entreprises et la nationalisation selon le programme du CNR.

Un mois et demi à peine après la libération de Paris, le mot d'ordre est lancé. Il faudra dix-huit mois de lutte intense pour qu'il aboutisse.

19 avril 1945

Sur la place d'appel de Buchenwald libéré un Serment est lu en plusieurs langues, approuvé par les survivants. L'un des auteurs de ce Serment est un communiste français, ouvrier électricien, Marcel PAUL.

23-24 avril 1945

La Conférence-congrès de la Fédération de l'éclairage affirme nettement sa volonté de voir se réaliser, le plus rapidement possible, la nationalisation totale des industries du gaz et de l'électricité : production, transport, distribution. Cette nationalisation devant être réalisée selon le programme du CNR entièrement approuvé par la CGT.

Mais parallèlement se multiplient les manœuvres pour faire échouer la nationalisation, y compris de la part du ministre de la Production (Robert LACOSTE) qui fait traîner les choses en longueur.

Marcel PAUL, redevenu secrétaire général de la Fédération CGT du gaz et de l'électricité, s'adresse alors au personnel des Industries gazières et électriques :

« Agir efficacement au maintien, au renforcement de l'union de toutes les forces patriotiques, à l'union entre eux des groupements de la résistance, à la réalisation de la grande mobilisation en faveur et pour l'application du programme du CNR.

« Il faut gagner la bataille de la nationalisation de l'électricité et du gaz par l'éviction définitive et absolue des féodaux pillards de ces deux services publics (...).

« Tous ces buts sont à notre portée, à la portée de notre unité (...). S'unir et lutter les outils à la main, comme hier les armes à la main ».

Marcel PAUL à la Production industrielle : Le 21 octobre 1945, les élec-

tions à l'Assemblée nationale constituante donnent la majorité à la gauche : 26 % des voix au PC ; 24 % aux socialistes ; 6 % aux radicaux.

Parmi les ministres communistes, Marcel PAUL se voit confier la Production industrielle. René GAUDY écrit :

« Marcel PAUL est ministre de la Production industrielle.

« N'est-il pas périlleux d'avoir accepté de grands ministères comme l'Industrie ou l'Economie nationale, alors que le pays manque de tout, se restreint sur tout, alors que, d'autre part, le ministère des Finances est toujours la citadelle du très conservateur René Pléven ?

« Pour relever le pays, la tâche est colossale. Les communistes ne vont-ils pas y perdre le capital de confiance qu'ils ont accumulé au long des années, la sympathie des travailleurs ? N'est-ce pas un piège ?

« Dans certains milieux la politification va bon train : « Ils s'y casseront les reins », dit de Gaulle, devant témoins.

« Les communistes prennent le risque. Au Travail et à la Production industrielle, il y a deux dirigeants syndicaux ; le journal de la CGT les salue :

« A l'action ! deux syndicalistes ont été choisis : CROIZAT des Métaux, Marcel PAUL de l'Eclairage. Nos hommes, et d'autres, heureusement, nous le savons, ne perdront pas de vue ce qui fut mis debout rue Lafayette. »

La situation industrielle de la France

Quelle situation le nouveau ministre trouve-t-il ?

La production charbonnière, qui conditionne en grande partie le reste, a progressé, grâce aux efforts considérables des mineurs stimulés par les appels de Maurice THOREZ ; mais elle est encore loin de pouvoir satisfaire, tous les besoins, notamment en électricité. Par ailleurs, le charbon de la

Ruhr (dommages de guerre) n'arrive qu'en faible quantité. Pour l'électricité, les imprévoyances ont été grandes : alors que l'équipement est insuffisant, que l'été a été très sec (ce qui veut dire barrages vides), la gravité de la situation a été cachée aux Français. Aucune mesure n'a été prise auprès des usagers domestiques et industriels pour réaliser des économies d'énergie. On attendait la pluie et les élections.

Sur un plan plus général, tout le mécanisme de l'industrie est encore entre les mains des comités d'organisation de Vichy et autres « offices professionnels » qui s'appliquent à poursuivre la même politique de rétention de la production, de stockage et de hausse des prix, pour faire monter les profits.

Marcel PAUL bouscule quelque peu l'ordre ancien du ministère. Il enlève toute autorité aux secrétariats de l'industrie et du commerce, véritables maîtres de la production industrielle, change les titulaires des directions de branche, crée des groupes de travail au niveau de chaque branche industrielle ; la presse hurle aux « Commissaires politiques ». De Gaulle demande la suppression des dits groupes. Le ministre refuse, le chef du gouvernement n'insiste pas.

Marcel PAUL travaille comme un forcené, comme une « brute ».

Le ministre est à son bureau. Il y a un petit appartement de fonction à

l'étage au-dessus. Quand il n'en pourra plus de fatigue, il ira s'allonger quelques heures.

Manceuvres anti-nationalisation

Il aura besoin de beaucoup d'obstination pour arriver à faire voter, par l'Assemblée nationale, la loi sur la nationalisation car plusieurs des partis politiques qui avaient approuvé le projet du CNR sur la nationalisation déposent contre-projets et amendements.

Le ministre de la Production industrielle doit faire des concessions importantes et, enfin, le Conseil des ministres adopte, le 14 janvier 1946, le projet de loi sur la nationalisation, lequel est déposé le 18 à l'Assemblée. Mais, le 20 janvier, de GAULLE démissionne et entraîne avec lui ses ministres.

Marcel PAUL demeure à son poste ministériel dans le ministère Félix GOUIN.

Le projet de loi sur la nationalisation va alors être réexaminé par la commission de l'équipement national et de la production... laquelle comprend des hommes farouchement « anti-nationalisation » et donne le jour à un contre-projet qui ruine le projet gouvernemental.

La CGT, les personnels du gaz et de



Le ministre avec les ingénieurs du chantier de Génissiat visite les travaux en cours du barrage destiné à donner à la France l'énergie électrique nécessaire à son industrie.

l'électricité réagissant vigoureusement appuient Marcel PAUL.

Les syndicats de la Fédération de l'éclairage interviennent auprès des parlementaires pour exiger que le projet de nationalisation soit soumis au vote du Parlement et se déclarent prêts à répondre à tout mot d'ordre d'action lancé par leur fédération.

Ultimes manœuvres

Ces prises de position, qui dépassent le cadre du personnel des Compagnies garièzes et électriques, ont un effet heureux : le contre-projet Ramadier de la Commission de l'équipement



(qui mettait en pièce le projet de loi présenté par le gouvernement est finalement repoussé par 16 voix (12 PC, 3 PRL, 1 Indépendant) contre 14 (10 PS, 2 Radicaux, 2 UDSR) et 12 absentions (11 MRP, 1 UDSR). Le projet de loi du gouvernement peut donc être présenté au vote du Parlement. Cependant les adversaires de la nationalisation ne désarment pas. Ils vont tenter de faire renvoyer la décision de l'Assemblée aux calendes.

Marcel PAUL réagit. Fernand GAMBIER et Clément DELSOL, au nom de la Fédération de l'Eclairage interviennent : une grève générale sera décidée si cette situation se poursuit. Léon JOUHAUX, secrétaire général de la CGT, au nom de ses cinq millions d'adhérents, appuie cette décision.

Finalement, après de nouvelles discussions tant au sein du gouvernement que de la Commission de l'équipement,

et de nouvelles concessions de Marcel PAUL sur certains points importants mais qui ne remettent pas en cause la nationalisation, la discussion à l'Assemblée Nationale débute le vendredi 22 mai 1946. Les députés réactionnaires, avocats des grands intérêts économiques, vont se succéder à la tribune pour essayer de mettre le projet de loi en échec. Le MRP dépose 77 amendements destinés à vider le projet de toute signification ; avec l'aide du PRL et de certains socialistes, ce sont 171 amendements qui sont présentés !

Marcel PAUL fait face, répond à chaque argument, se bat inlassablement pour que vraiment reviennent à la nation « les grands moyens de pro-

C'était le temps où Marcel PAUL, ministre de la Production industrielle inaugurerait la première foire internationale (d'après la libération) de Paris.

duction et les sources d'énergie » et que le statut du personnel des industries nationalisées, qui doit être réglé par un décret, ne remette en cause aucun des avantages acquis, mais puisse les améliorer et que les œuvres sociales soient gérées par le personnel.

Un vote massif

Marcel PAUL défend âprement, article par article (il y en a cinquante-deux), le projet du gouvernement, mais, afin que la loi sur la nationalisation obtienne un vote de large union, il doit admettre pour les actionnaires des actuelles compagnies un complément d'intérêt de 1% sur les recettes d'EGF.

Après un débat fleuve de 27 heures (180 pages du Journal officiel), le ré-

sultat du vote est proclamé, le 29 mai 1946, à 3 heures du matin.

- 491 voix pour l'adoption (PC, PS, Radicaux, UDSR).
- 59 contre (PRL, Républicains Indépendants, divers droite).
- 21 ne prennent pas part au vote (dont 13 MRP).

Certes, pour aboutir à ce résultat Marcel PAUL a dû admettre que certaines entreprises échappent à la nationalisation, que les directeurs généraux soient nommés en Conseil des ministres et non élus par les Conseils d'administration, que l'indemnisation des actionnaires soit large... mais l'essentiel a été préservé : la nationalisation de quelque 1.300 sociétés et un statut du personnel qui associe celui-ci à la marche de l'entreprise.

Les adversaires de la nationalisation sont battus. Mais ils vont tenter de s'opposer à l'application de la loi et pour cela lancer une campagne infâme contre Marcel PAUL. Une campagne qui aurait pu discréditer notre camarade. C'était en tous cas le but poursuivi, le but qui aurait été atteint si elle n'avait provoqué l'extraordinaire réaction de tous ceux qui, à Buchenwald, avaient connu notre camarade. Une réaction qui s'exprima dans une multitude de témoignages d'estime, d'admiration, d'amitié et dont le « Livre Blanc sur Buchenwald » donne une faible idée.

Le livre blanc sur Buchenwald

Le 27 avril 1946 l'hebdomadaire « Paroles françaises », que dirige André MUTTER, député réactionnaire, va commencer une campagne inouïe sur les « assassinats » qu'à Buchenwald auraient commis les communistes français et, bien sûr, Marcel PAUL, dont nul n'ignore qu'il dirigeait la section communiste et aussi le Comité des intérêts français. Il s'agit de déshonorer le ministre, mais aussi de dédouaner en partie les S.S. : ce ne serait pas tellement eux — ou seulement eux — qui auraient été responsables des assassinats commis dans les camps !

Cette campagne va se continuer durant cinq semaines, sans interruption, à raison d'une pleine page à chaque numéro avec la publication de lettres dénonçant les horreurs commises par les communistes à Buchenwald. Des lettres de qui ? Mystère, elles sont toutes anonymes.

Cette campagne ne manque pas de trouver des échos complaisants dans une certaine presse.

Ne doutons pas qu'elle serait parvenue à ses fins, c'est-à-dire déconsidérer Marcel, obliger le Parlement à lui enlever ses responsabilités ministérielles, peut-être pousser notre ami au suicide si, d'une part Marcel... n'était Marcel, si d'autre part la dite campagne n'avait suscité un extraordinaire mouvement de protestation et d'indignation, et aussi de sympathie envers celui que l'on essayait d'atteindre.

Les lettres — signées celles-là — de ceux qui ont connu Marcel PAUL à Buchenwald affluent au ministère de la Production industrielle, comme au siège de la F.N.D.I.R.P.

Elles émanent certes d'anciens déportés membres du Parti communiste. Mais aussi de personnalités dont il était impossible de nier qu'elles avaient été à Buchenwald, qu'elles avaient connu ce qui s'y passait et aussi qu'elles n'avaient aucune sympathie particulière pour les opinions politiques du ministre de la Production industrielle.

Ces lettres, dont une partie (189 d'entre elles) furent publiées dans un « Livre Blanc », et le meeting du 29 mai 1946 à la salle Japy, à Paris, sonnèrent la déroute des calomnieux.

A ce meeting, sommés de venir s'expliquer publiquement, MUTTER et ses amis se dérobèrent honteusement.

Que pouvaient-ils contre ces évidences ? D'une part tous ceux que l'action de Marcel PAUL avait contribué à sauver, d'autre part cette statistique officielle : il était rentré de ce camp et de ses commandos à peine 12 % de communistes. Ce qui signifiait que si nombre de déportés étaient décédés dans les camps, à Buchenwald comme partout ailleurs, la proportion des communistes déportés qui ne revirent pas leur Patrie n'était pas inférieure à celle des membres des réseaux et autres partis politiques engagés dans la résistance.

Parmi les cent quatre-vingt-neuf lettres reproduites, bornons-nous à un choix, par obligation très limité et aussi très arbitraire, montrant ce que dans les milieux les plus divers (professions libérales, officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, prêtres, intellectuels, industriels...) l'action de Marcel en déportation avait provoqué d'admiration et d'amitié. (Précisons si nécessaire que toutes les attestations du Livre Blanc émanent d'anciens déportés à Buchenwald). Et excusons-nous si le langage de cette plaquette nous oblige à opérer d'importantes coupures dans les lettres présentées.

Les lettres sont adressées soit à Marcel PAUL, soit au colonel MANHES, dont l'action à Buchenwald a été étroitement liée à celle de notre ami, et qui fut son directeur de cabinet au ministère de la Production industrielle.

Un notaire

« Je sais qu'une propagande calomnieuse est actuellement dirigée contre les responsables du Parti communiste qui ont séjourné à Buchenwald. Si mon témoignage peut contribuer à rétablir la vérité, j'en serais très heureux et je ne m'acquitterai ainsi que d'une faible part de la reconnaissance que je te dois, ainsi que de nombreux camarades » (Karl MADIOT).

Un journaliste du « Monde »

« ... Puis-je vous demander un service ? Encore un, car je n'oublie pas ceux que vous nous avez rendus, à moi particulièrement, à Buchenwald... » (Rémy ROURE).

Un député radical-socialiste

« ... Permettez-moi, tout d'abord, en vous adressant mon souvenir le meilleur de vous féliciter encore de votre heureux retour de Buchenwald où vous avez rendu des services si précieusement à la collectivité française. Je pense que, comme moi-même, vous vous rétablissez maintenant de façon satisfaisante après notre long séjour commun dans ce coin de Thuringe... » (André MARIE).

Président du Conseil Central des Œuvres Sociales de l'E.G.F., Marcel examine les propositions budgétaires des responsables des différents services (sur le bras gauche on distingue le tatouage rapporté d'Auschwitz).



Le directeur de la Bibliothèque nationale

« ... Pendant notre séjour à Buchenwald, il m'est arrivé, à plusieurs reprises, de signaler au président du Comité des intérêts français, c'est-à-dire à vous même, et à son vice-président, c'est-à-dire à Marcel PAUL, la situation de certains de nos camarades qui, à cause de leur âge ou de leur état physique, avaient particulièrement besoin d'être soutenus. Qu'il s'agisse de leur procurer un travail moins pénible, de leur faciliter l'accès du Revier, et surtout de leur éviter l'envoi dans un Kommando de transport, j'ai trouvé auprès de vous deux beaucoup de dévouement. Soucieux en particulier, comme il était naturel, de la situation de mes collègues de l'Université, j'ai été heureux de constater que vous avez réussi, dans un grand nombre de cas, à leur éviter ce que je redoutais pour eux... » (Julien CAIN).

Un général d'active, héros de l'escadrille des Cigognes

« ... J'avais à cœur d'être à vos côtés pour affirmer à nouveau toute la très grande reconnaissance que je te dois ainsi qu'à Marcel PAUL et aux camarades du Comité. Je ne puis oublier et n'oublierai jamais de quels soins physiques et appui moral vous nous avez entourés. Sans distinction de milieu et d'idées, vous vous êtes dévoués pour tout ce qui était français et c'est pourquoi je tiens à cette amitié née au camp. Unis dans des circonstances difficiles, restons-le quoi qu'il arrive, en témoignant toujours de cet esprit de charité et de compréhension mutuelle qui nous a déjà sauvés... » (Alfred HEURTAUX).



A Saint-Etienne, lors du XV^e Congrès de notre association, de gauche à droite : André FRANC, responsable départemental des déportés de Buchenwald ; SANGUEDOLCE, Maire de Saint-Etienne ; M. PAUL, le Préfet.

Un membre du Comité National de la Résistance

« ... Pendant les mois de février et de mars 1945, de nombreux déportés venant comme moi d'Oranienburg, et signalés par moi à Marcel PAUL, ont été gardés au camp ou tirés de divers transports. Il s'agissait de camarades aux opinions et origines sociales les plus hétérogènes ; l'un était un militant d'Action française, un autre un ancien Croix de Feu, plusieurs socialistes ou communistes... » (Claude BOURDET).

Le chef d'Etat-Major de l'Armée secrète

« ... L'arrivée de Marcel PAUL à Buchenwald mit fin aux vexations que les Français subissaient de la part de certains internés de nationalités étrangères. La solidarité intégrale fut mise en œuvre pour le partage des colis, suppléments de soupe, etc.

« L'organisation du Comité français du camp, résistance occulte à nos bourreaux, fut mise sur pieds par Marcel PAUL et le colonel MANHES. Ils se dépensèrent sans compter pour le bien des Français, avec tous les risques que comportaient cette action occulte » (Rodolphe CAVALLO).

Un docteur en médecine

« ... Je soussigné Dr LIGNERAT, certifie avoir connu, lors de ma détention au camp de Buchenwald, M. Marcel PAUL.

« Ce dernier, à mes yeux, en dehors de toute considération politique, a su représenter dans l'arène internationale qu'était un camp de concentration, le caractère, la virilité, la fermeté qu'auraient dû présenter bien des Français de classe sociale ou politique plus évoluée.

« Je le félicite d'avoir, dans ce camp, fait entrer la France dans le Comité international, d'avoir su élever aux yeux des autres pays la valeur morale et le courage du Français.

« Je certifie faire cette déclaration en toute conscience et toute objectivité » (Dr LIGNERAT).

Un Préfet

« ... C'est en souvenir des durs moments passés ensemble et des nombreuses discussions politiques que nous avons eues et au cours desquelles nous nous sommes souvent opposés, que je me permets de vous adresser cette lettre.

« Je viens de lire, en effet, l'article intitulé : « Quand les communistes régnaient sur Buchenwald », paru le 27 avril, dans l'hebdomadaire « Paroles nouvelles françaises » et je veux dire toute l'indignation et le dégoût qui m'ont inspiré ces lignes hypocrites.

« Je ne puis comprendre qu'un journal français publie, à des fins politiques, des extraits d'une presse étrangère qui sont nettement injurieux pour nous tous et qui tendent à ternir la mémoire de nombreux Français déportés, morts pour leur pays... » (Pierre SUDREAU).

Un général de la Résistance

« ... Lorsque le 20 août 1944, le convoi dit des « 77 » (par suite des premiers chiffres de nos numéros d'immatriculation au camp) arriva à Buchenwald, après un transport de cinq jours pleins d'espoir déçu en une délivrance anticipée, l'accueil des Français du camp fut, compte tenu du mur barbelé qui ceignait le « petit camp », un bain dans un oasis de douceur.

Frédéric (MANHES), puis PAUL, vinrent prendre contact ; nous apportions un air de renouveau et ils venaient s'en imprégner. Tout fut fait pour que le calvaire, particulièrement dur à son début, fut adouci et je suis reconnaissant de l'aide morale et matérielle qui nous fut donnée. Les temps furent pénibles, mais grâce à cette ambiance, la « marche au supplice » sembla plus légère à tous ceux présents, qui sentirent toute l'unité de cette équipe si disparate : à des rares exceptions près, le convoi était « un ». Ma gratitude est toute acquise à ceux qui ont fait ce qui était possible pour nous tous et je leur conserve un souvenir ému... » (PONTCARRAL - Général DEJUSSIEU).

Un prêtre, aumônier catholique à l'hôpital de Sable-sur-Sarthe

« Suis très heureux de pouvoir attester avoir connu Marcel PAUL au camp de Buchenwald en l'année 1944 et de témoigner en toute loyauté qu'il fut :

« Un déporté comme les autres, vivant la misère commune sans faveur ni privilège.

« Un camarade excellent pour tous et aimablement serviable dans la mesure des circonstances.

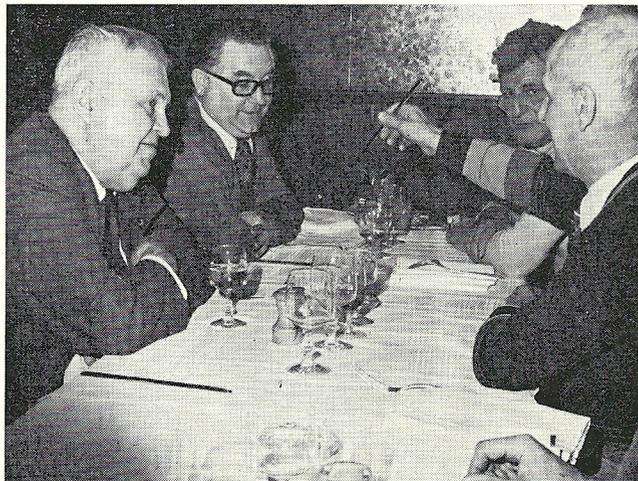
« Un social apprécié dans son institution, chez les Français, de la pratique de la solidarité, demandant que dans chaque colis reçu soit prélevé une part pour ceux qui n'en recevaient pas (... et j'en fus bénéficiaire !) » (J. PANNETIER).

Un industriel

« ... J'arrive d'un sana de la Forêt Noire où je viens de passer six mois et c'est seulement maintenant que j'apprends que des journalistes se disant anciens déportés de Buchenwald

ont écrit pour vous salir, Marcel PAUL et toi. Ces gens je ne les connais pas, malgré les dix-sept mois passés au camp. Ils n'ont certainement pas dû y rester très longtemps.

« Mon cher MANHES, quelle honte d'inventer de pareilles ignominies pour servir un parti politique. Mais quelle joie et quelle fierté pour toi de recevoir toutes les preuves d'affection que ces gens ont provoqué par leurs calomnies. Si ma lettre arrive une des dernières, en raison de mon ignorance, sois certain qu'elle contient une amitié aussi chaude et aussi spontanée que toutes celles que tu as pu recevoir et la protestation d'un vieux camarade qui est loin d'être communiste peut être mise avec les plus véhémentes que tu as déjà reçues... » (André WEIL).



La première et émouvante rencontre avec les deux officiers français qui, le 11 avril 1945, pénétrèrent dans Buchenwald que les déportés venaient de libérer. De gauche à droite, Marcel PAUL, Pierre DURAND, Paul BODOT et Emmanuel DESARD.

En conclusion

Allocution prononcée par Pierre MEUNIER, ancien secrétaire du Conseil national de la Résistance, lors de la remise à Marcel PAUL de la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Avec la remise de la Croix de chevalier de la Légion d'honneur à Marcel PAUL, notre Assemblée générale s'achève de façon exceptionnelle — exceptionnelle non pas qu'il s'agisse de remettre la Légion d'honneur à un ancien résistant et déporté, exceptionnelle parce qu'il s'agit de Marcel PAUL, militant et homme d'Etat, patriote et résistant de la première heure; Marcel PAUL qui fut, qui reste, un des rares personnages symbolisant aux yeux de tous la lutte contre le nazisme.

La résistance tout entière honorée

C'est bien la Résistance tout entière qui est honorée aujourd'hui, et nous espérons tout également que c'est la fin d'une discrimination qui n'a que trop duré.

Je me sens personnellement plus fier de porter ma décoration puisque mon ami Marcel PAUL a désormais vu enfin récompenser ses mérites.

Je me sens plus fier, mais également un peu gêné aujourd'hui, que Marcel PAUL m'ait demandé d'être son parrain; cela m'a évidemment beaucoup touché, mais d'autres que moi auraient certainement tout autant mérité cet honneur, car je considère comme grand honneur que de lui remettre sa décoration.

De quelque côté que l'on se tourne tous ceux qui ont eu la chance de le connaître, de le côtoyer, de travailler avec lui, de militer avec lui, de tout risquer comme lui, de souffrir l'innommable horreur des camps avec lui, tous ceux-là sont unanimes: Marcel PAUL est un homme d'une droiture, d'une sincérité, d'un courage, mais aussi d'une bonté et d'une humanité hors du commun.

Moi qui le connais de longue date, je sais que c'est l'homme le plus profondément charitable, le plus sincèrement sensible à toute forme de misère, le plus profondément ému et remué devant toute forme de souffrance, le plus réellement désireux de voir disparaître les inégalités et les injustices, le plus farouchement opposé à la guerre et à son cortège d'horreurs.

Une singulière destinée

Et pourtant quelle singulière destinée pour ce fervent de la paix et de la justice sociale.

Enfant trouvé, enfance malheureuse, adolescence pénible puis, la vie de militant d'un parti continuellement attaqué, vilipendé et pour couronner le tout, deux guerres — la première entrevue, mais suffisamment pour donner à l'adolescent une répulsion viscérale pour toute forme de tuerie organisée et voulue par les hommes — la seconde hélas, où le pacifiste convaincu comprit immédiatement qu'il lui fallait se battre contre la terrible menace qu'Hitler et Mussolini faisaient planer sur l'humanité.

Je ne vais bien entendu pas vous relater en détails la vie de Marcel PAUL que nous connaissons tous. Cette vie jalonnée d'imprévus, de rebondissements, d'épisodes tragiques, mais aussi de continuité et de fermeté dans l'action. Cette vie qui évoque les créations des grands écrivains contemporains qui de Martin du Gard à Aragon et de Sartre à Malraux ont si magistralement su faire vivre des personnages de notre siècle déchirés entre un idéal de paix et de progrès et les nécessités d'une lutte impitoyable contre les tenants de la guerre, du sang et des injustices, contre les fascistes déchainés qui ont voulu mettre l'humanité à leurs pieds.

Une générosité hors du commun

Ce qui m'a toujours frappé chez Marcel PAUL, c'est qu'il semble à tout jamais incapable de la moindre aigreur, de la moindre rancœur. C'est la générosité même. Il peut tout comprendre. Et ceci, dès son enfance.

Que l'on tente d'imaginer ce qu'a pu être dans sa réalité quotidienne la vie d'un enfant de l'Assistance publique trouvé sur un banc d'un square parisien le 14 juillet 1900. L'Assistance publique de l'époque ne s'embarassait pas de subtilités psychologiques et éducatives — le placement chez des paysans pauvres et après au gain, qui voyaient surtout dans les enfants de l'Assistance publique un moyen d'avoir un peu d'argent liquide. Et quand la mère nourricière était une brave femme, il n'en restait pas moins que le « pitau », une fois son certificat passé, devait se louer comme ouvrier agricole, même s'il avait bien envie de continuer à apprendre.

De cette période austère, dure, de ce désert affectif, Marcel PAUL allait garder deux convictions qui ne se démentiront jamais chez lui :

La nécessité de la lutte, pas seulement de la lutte tournée vers l'extérieur, pour conquérir des droits élémentaires bafoués (et quels droits pouvaient bien avoir un ouvrier agricole en 1915 ?) mais aussi de la lutte interne tournée vers soi pour se forger en permanence les armes nécessaires pour affronter la vie.

Mais ce combat ne devait jamais endurcir l'homme, et c'est là la seconde leçon que Marcel PAUL tira de sa première jeunesse, il fallait en même temps garder le sens de la générosité et du pardon. Ainsi, jamais Marcel PAUL n'en voulut à ses parents nourriciers des conditions de vie qu'ils lui imposèrent alors, il avait tout de suite compris que ce n'était pas de leur faute et qu'ils étaient bien incapables, dans leur existence étioyée et misérable, de lui donner autre chose que des conditions de vie à peine plus dures que les leurs.

La réalité de la guerre

L'adolescence de Marcel PAUL devait être marquée par une révélation essentielle: celle de la réalité de la guerre; l'adolescent horrifié et écoeuré qui voit passer les trains de blessés sanguinolents et mutilés, révélation qui devait le conduire à la prise de conscience politique. Et c'est l'adhésion, due au hasard, mais faite d'enthousiasme, à la Jeunesse socialiste unifiée à cette époque.

Il devient militant à 15 ans.

Il l'est encore.

Appelé à faire son service militaire dans la marine comme beaucoup de jeunes de l'Assistance publique, il en profite pour acquérir une formation d'électro-mécanicien qui lui procurera un métier et lui permettra d'obtenir un emploi à la Compagnie parisienne de distribution d'électricité.

C'est là que commence véritablement pour lui sa vie de syndicaliste; puisqu'il devient rapidement secrétaire de la Fédération des services publics de la région parisienne.

C'est aussi l'initiation aux responsabilités politiques puisqu'il est élu Conseiller municipal de Paris et Conseiller général de la Seine.

Le militantisme syndicaliste était à l'époque une lutte difficile et dangereuse, Marcel PAUL en fera la sévère expérience. Mais il accepta avec une sereine fermeté les attaques dont il fut l'objet persuadé plus que jamais de la justesse de son combat.

Ce n'est donc pas un militant inconnu qui aborde en 1939 ce qui allait être la période la plus intense, la plus intensément pénible de sa vie.

Mobilisé, le deuxième jour de la guerre, il est affecté dans un groupe de sous-marins. La persistance sournoise avec laquelle certains officiers réactionnaires l'attaquent et cherchent à l'humilier prouve bien à quel point on redoutait alors le militant communiste sans doute, mais certainement encore plus l'homme de valeur, donc exemplaire, qu'il était déjà.

Exclu de l'armée de mer, il est affecté dans une unité au front et, lors de la débâcle, il réussit à s'évader et à rejoindre Le Mans.

Dans la résistance

Immédiatement, avec quelques camarades sûrs qu'il a réussi à contacter, il organise dans l'Ouest des groupes d'action contre l'occupant. Il poursuivra dans la Région parisienne son œuvre d'organisation de la Résistance tout en prenant une part active à des sabotages et à des attaques contre les nazis.

Dans cette période où l'inconscience des uns, la lâcheté et la trahison des autres avaient abaissé notre Patrie, il n'est pas

venu un instant à Marcel PAUL l'idée d'attendre, de baisser les bras. Comme beaucoup de ses camarades il a dès la première heure refusé d'admettre que notre pays puisse vivre sous la botte nazie.

Que les jeunes qui n'ont qu'une notion abstraite du patriotisme, parce qu'ils n'ont jamais vu leur pays envahi, comprennent bien quelle douleur on peut éprouver à voir une armée arrogante parce que victorieuse s'installer partout, parader, marteler sa victoire de défilés pompeux et bruyants, clamer sa valeur en chants vulgairement entraînants, imposer sa langue, ses uniformes et sa loi.

Que les jeunes qui ne voient rétrospectivement dans Hitler qu'un fantôme grotesque et fou qu'on aurait pu éliminer dès 1933, même s'ils partagent intellectuellement et extérieurement notre haine du fascisme et de ses procédés monstrueusement méprisables et dégradants essaient de comprendre ce que cela a été pour notre génération de le vivre, d'entendre monter dans nos oreilles les hurlements hystériques qui déferlaient d'au-delà du Rhin, de voir arriver sur nous cette marée de haine sadique et de sang, de comprendre que ce n'était même plus la guerre, que c'était l'horreur.

Comme Jean MOULIN, comme Frédéric MANHES, comme le général de GAULLE, Marcel PAUL dès le premier jour refusa de s'incliner.

Pour les résistants, une seule évidence : la survie de la liberté passait par le sacrifice quasi inéluctable de leurs vies.

Quelques-uns ont survécu par miracle. Beaucoup ont disparu dans ce grand combat lumineux où notre espérance commune nous tenait lieu de force, de foi, de richesse, pour nous tous, pendant cinq ans, ce fut la mort attendue, redoutée, partout et toujours.

Ce fut surtout la hantise de la torture, de l'horreur des camps lorsque nous avons commencé à pressentir ce qu'il y avait derrière ces miradors noyés dans la brume et dans la fumée des crématrices, sentinelles impassibles d'un anti-monde morbide et clos sur lui-même.

Tu as connu tout cela, tu as traversé tout cela aussi dignement que tu avais traversé les autres épreuves.

Arrêté en novembre 1941, tu as été emprisonné à la Santé où tu as été jeté au cachot pour reconstitution de l'organisation de la Résistance à l'intérieur de la prison, puis envoyé au bagne de Fontevault et enfin au camp de Compiègne avant d'être déporté aux camps de la mort d'Auschwitz et de Buchenwald.

Sauvegarde de la dignité humaine

A Buchenwald tu as tout fait — et c'était un combat à la fois de termites et de géant :

— Pour sauvegarder pour toi et surtout pour tes compagnons ce qui était fondamen-

talement attaqué par les tortionnaires nazis : la dignité humaine.

Là où on voulait vous ramener au rang de l'animal primitif, là où on faisait appel aux plus vils instincts, tu as voulu rester debout, et tu as aidé tes compagnons à tenir.

Tu as sauvé des vies, tu as sauvé sans doute des âmes.

Tous les déportés, même ceux qui ont combattu toute leur vie tes idées politiques, tous reconnaissent en toi le modèle même de l'héroïsme désespérément farouche dont il fallait pouvoir faire preuve pour tenir et survivre dans cet enfer.

Et je pense à ces vers que Robert DESNOS écrivit en 1943, DESNOS qui a rejoint la longue cohorte des fantômes engloutis dans les camps :

« Agé de cent mille ans, j'aurais encore la force de t'attendre, ô demain pressenti par l'espoir.

Et du fond de la nuit, nous témoignons encore de la splendeur du jour et de tous ses présents ».

Une fois de plus, la Résistance continuait pour toi. Avec Frédéric MANHES, qui a été comme moi l'adjoint de Jean MOULIN et que tu avais retrouvé à Buchenwald, vous avez fait jouer au « Comité des déportés français » un rôle considérable qui a permis non seulement des actions de sabotage, mais aussi la libération du camp, le 11 avril 1945, par des déportés eux-mêmes, avant même l'arrivée des troupes américaines.

1945 : la guerre s'achève mais tu continues la lutte.

Avec Frédéric MANHES tu fondes la F.N.D.I.R.P. qui rend tant de services aux anciens déportés et à leur famille et qui joue un rôle considérable dans la défense de la paix en ne cessant de mettre en garde le monde contre le retour possible du fascisme et de ses horreurs.

Appelé, dans cette période de reconstruction, au poste important de ministre de la Production industrielle, tu as mené une action acharnée pour appliquer dans ton secteur ministériel le programme du C.N.R., en nationalisant l'électricité, le gaz et les charbonnages, et en mettant sur pied pour le personnel de ces entreprises nationalisées un statut exemplaire dont le principe a servi de modèle plus d'une fois tant en France qu'à l'étranger. J'ai bien connu ta politique à cette époque puisque j'étais directeur du Cabinet de Maurice THOREZ, ministre d'Etat et vice-président du Conseil.

Je puis témoigner que Maurice THOREZ avait pour toi beaucoup d'estime et d'admiration et que tu avais tout le respect du général de Gaulle qui appréciait ton œuvre.

Toute ta vie tu as lutté, dans les syndicats, dans la Résistance, dans les prisons, dans les camps de concentration, dans tes responsabilités ministérielles.

Tu as connu deux guerres, tu as participé de toute ton énergie à sauver l'humanité du plus épouvantable cataclysme.

Et pourtant, ton idéal était la justice (

la paix. Et nul mieux qu'à toi ne s'applique la belle formule de SPINOZA : « La paix n'est pas un intervalle entre deux guerres, c'est un état de l'âme ».

En terminant, j'aimerais rappeler ici la magnifique citation qui t'a été décernée en février 1946 par Edmond MICHELET, alors ministre des Armées, et qui résume parfaitement ton action dans la Résistance et dans la déportation.

Décision N° 51 : sur la proposition du ministre des Armées, le Président du Gouvernement provisoire de la République, chef des Armées cite à l'ordre de l'Armée : PAUL Marcel, ex-commandant des Forces françaises libres.

Mobilisé en septembre 1939, a fait la campagne de France. Fait prisonnier dans le Loiret, s'est évadé. Repris, s'évade de nouveau. Passe immédiatement à la Résistance dans l'Ouest, constitue des groupes d'action, organise des coups de main, attaque des détachements ennemis d'août à septembre 1940.

Revenu à cette époque dans la région parisienne, organise le sabotage dans les usines de la banlieue Nord. Prend la parole sur les marchés et aux carrefours, galvanisant les sentiments patriotiques de la population parisienne, organise et participe à des attaques de voies ferrées, réalise des incendies partiels dans des usines réquisitionnées, réalise le sabotage des lignes électriques haute tension, prépare une formule de destruction, prend part l'un des premiers à l'organisation du Front national. Arrêté le 13 novembre 1941, torturé et incarcéré à la Santé, puis à Fontevault et enfin à Blois. Là, il organise la Résistance, crée un journal clandestin, organise la solidarité. Déporté en Allemagne à Auschwitz, puis à Buchenwald, participe à la réalisation de l'unité française et se dépense sans compter pour la défense de tous les Français. Organise des groupes homogènes destinés, soit à résister aux SS, soit à les attaquer ; grâce à cette organisation, les déportés libèrent eux-mêmes leur camp. Français animé des meilleurs sentiments, patriote, courageux jusqu'à la témérité, toujours prêt à combattre.

D'un merveilleux moral et d'une haute conscience, fut, soit dans la Résistance, soit en prison ou en déportation, un modèle pour tous ses compatriotes dont il soutint le moral et galvanisa le courage de telle sorte que la collectivité française conquît la considération des autres clans.

Cette citation comportait l'attribution de la Croix de guerre avec palme et te valut très tardivement la croix de la Légion d'honneur.

C'est avec émotion que je vais te remettre les insignes de chevalier de notre Ordre en associant à ce geste ta compagne « Suzanne » qui t'a toujours aidé et soutenu dans tes luttes.

Mon émotion est d'autant plus profonde que cette cérémonie se déroule dans la ville de Lyon près de laquelle, à Caluire, mon ami Jean Moulin, chef de la Résistance intérieure, fut livré par un traître à la Gestapo et où, à la prison de Montluc, il subit ses premières tortures.



11 AVRIL 1954 : INAUGURATION DU MEMORIAL DE BUCHENWALD *en 1978*

Au premier rang, Marcel PAUL et le colonel F.H. MANHES. Deux hommes que tout aurait dû séparer : le milieu social, le métier, les convictions politiques. Deux hommes qu'ont réuni à Buchenwald le même amour de la patrie, la même volonté de préserver le collectif français de la dégradation morale et physique voulue par les S.S. La solide amitié, qui rapidement les unit, était faite de l'estime réciproque qu'éprouvaient l'un pour l'autre, l'ouvrier électricien et l'officier supérieur de l'Armée de l'Air. Lors de la mort de F.H. MANHES, Marcel PAUL prononça — le 25 juin 1959 — une émouvante allocution où il redit en termes nobles l'admiration qu'il portait à celui qui « là-bas » était devenu son ami, celui avec lequel il avait réussi à unir les Français de toutes confessions, de toutes philosophies.